



DEUTSCHE BANK

2ème Exercice 2. Geschäftsjahr 2nd Financial Year

COMPAGNIE FINANCIERE DE LA DEUTSCHE BANK AG

**RAPPORT DE L'EXERCICE 1971/72
GESCHÄFTSBERICHT FÜR DAS JAHR 1971/72
REPORT FOR THE YEAR 1971/72**

Table des matières · Inhaltsverzeichnis · Contents

	Page
Rapport du Conseil d'Administration	7
Rapport du Commissaire	9
Bilan	10
Compte de Profits et Pertes	12

	Seite
Bericht des Verwaltungsrates	13
Bericht des Prüfungskommissars	15
Bilanz	16
Gewinn- und Verlustrechnung.. .. .	18

	Page
Report of the Board of Directors	19
Auditor's Report	21
Balance Sheet	22
Profit and Loss Account	24

Membres du Conseil d'Administration

Franz Heinrich Ulrich

Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
Président

Dr. Robert Ehret

Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
Vice-Président

Dr. Jean Louis Schrader

Consul
Administrateur

Hans-Otto Thierbach

Membre suppléant du Directoire de la Deutsche Bank AG
Administrateur

Dr. Ekkehard Storck

Administrateur-Directeur général

Commissaire de Surveillance

Dr. Klaus Mertin

Membre suppléant du Directoire de la Deutsche Bank AG

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire du 12 février 1973 sur l'exercice 1971/72

1. Evolution générale sur l'euro-marché

Après les troubles monétaires de 1971, l'activité sur les marchés financiers internationaux était caractérisée en 1972 par de nouvelles restrictions touchant les mouvements monétaires et de capitaux au-delà des frontières. Ces mesures s'étaient avérées nécessaires du fait que l'incertitude sur le plan de la politique monétaire et l'écart très marqué entre les taux d'intérêt pratiqués à l'échelle internationale avaient déclenché, en 1971, des courants de capitaux menaçant l'équilibre mondial. Afin d'intercepter leur effet d'instabilité, la France, entre autres, s'était rattachée au système du double marché des changes, mesure que la Belgique et le Luxembourg avaient déjà prise auparavant pour la renforcer par la suite. En introduisant un intérêt négatif sur les afflux de devises au milieu de l'année 1972 et en prenant des mesures restrictives supplémentaires, la Suisse s'est défendue d'une façon particulièrement énergique contre les liquidités internationales. La République fédérale d'Allemagne poursuivait le même objectif en interdisant la rémunération des dépôts de non-résidents. De plus, la vente de valeurs à revenu fixe allemandes à des non-résidents était soumise à une autorisation préalable et le dépôt obligatoire (Bardepot) était renforcé, en dernier lieu, avec effet du 1er janvier 1973.

Les accords de Washington, en date du 18 décembre 1971, permettaient aux pays européens de retourner à des parités fixes qui d'ailleurs le sont restées par la suite. Seule la Grande-Bretagne s'est vue dans l'obligation de libérer le cours de change de la livre sterling vers le milieu de 1972. Début 1973, toutefois, la scène était de nouveau caractérisée par des tendances divergentes. La position de la lire se détériorait et l'Italie décidait de scinder son marché des changes. Sous l'influence de l'incertitude monétaire renaissante qui se concentrait tout d'abord sur le franc suisse, le dollar US, qui avait témoigné d'une fermeté étonnante pendant plusieurs mois, montrait une nouvelle faiblesse. Il faut espérer que l'action concertée des banques d'émission, basée sur les

accords de Washington, apportera un apaisement de la situation monétaire générale.

Les marchés des euro-devises et des euro-capitaux ont été d'une stabilité étonnante au cours de l'année passée. Leur fonctionnement n'a pas été affecté par les incertitudes monétaires passagères et les restrictions nationales. Les taux de croissance sur l'euro-marché étaient plus élevés que ceux réalisés sur les marchés nationaux monétaires et des capitaux. Le volume du marché des euro-devises était estimé à environ 85 milliards de dollars à la fin de 1972.

Favorisée par la politique d'intérêts bas, amorcée dès 1971 par plusieurs pays, l'évolution des intérêts a tout d'abord été relativement calme sur le marché des euro-devises. Mais, dès le début de l'automne, les hausses du taux d'escompte en République fédérale d'Allemagne et les mesures restrictives de la Suisse ont provoqué une hausse sensible des taux d'intérêt pour les DM et les francs suisses sur l'euro-marché. Parallèlement à l'évolution du «prime rate», qui est de 6% actuellement, la tendance ascendante des intérêts était moins prononcée pour les euro-dollars.

L'évolution sur le marché des euro-capitaux doit être vue également sur la toile de fond de mesures de politique économique et monétaire tant sur le plan national qu'international. Le volume des emprunts émis par des consortiums internationaux atteignait un record en 1972 avec 5 milliards de dollars au total, ce qui représente une augmentation d'environ 50% par rapport à 1971; il faut mentionner à ce sujet que la part des émissions en dollars tombait à 60% environ. Le taux d'intérêt nominal appliqué aux euro-obligations libellées en dollars oscillait entre 7½ et 8¼%, le taux pratiqué pour les obligations en DM entre 6 et 7½%.

L'évolution très différenciée sur la scène monétaire durant les derniers mois a montré combien il est urgent de réformer le système monétaire mondial. La réalisation de cette réforme devrait entraîner une suppression des mesures protectionnistes nationales et, partant, donner de nouvelles impulsions aux mouvements monétaires et des capitaux au-delà des frontières.

2. Développement des activités de notre banque

Le bilan au 30-9-1972 représente la clôture du second exercice de la société créée le 12 août 1970. Durant la période comptable sous revue, notre tâche la plus importante a été de consolider la position que nous avons acquise durant la phase de constitution sur les marchés internationaux du crédit et des euro-devises. En même temps, nous nous sommes efforcés d'étendre le cercle de nos relations d'affaires.

Dans le cadre de ces efforts, l'expansion de nos affaires qui avait tout particulièrement marqué l'année de la création, s'est également poursuivie dans les principaux secteurs durant l'année sous revue.

Le total du bilan a augmenté de 6,6 milliards de francs luxembourgeois (476 millions de DM), soit de 22,3%, pour atteindre 36,0 milliards de francs luxembourgeois (2,6 milliards de DM). Cette progression résultait, en premier lieu, de l'expansion de nos opérations de crédit qui se concentraient notamment sur l'octroi de crédits à long terme. La participation renforcée de notre banque dans des consortiums de crédit internationaux a acquis une importance accrue.

En prenant des mesures appropriées, nous nous sommes prémunis contre les risques de l'euro-marché en rapport avec la concordance des durées de validité et contre les risques concernant la rentabilité et le refinancement.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution de nos créances et de nos engagements par rapport au 30-9-1971.

Dans le secteur titres, notre activité a porté non seulement sur le commerce de valeurs mobilières,

mais encore sur les opérations d'émission. A la date du bilan, notre portefeuille se montait à 500 millions de francs luxembourgeois (36 millions de DM).

Le poste «divers» à l'actif contient, de même que le poste «divers» au passif, des positions concernant essentiellement des revenus et charges d'intérêt à la date du bilan.

Nous pensons avoir pris des précautions suffisantes pour les risques éventuels afférents à nos opérations. En effet, nous avons épuisé la possibilité légale de constituer une provision pour amortissements forfaitaires, celle-ci figurant au poste «provisions et amortissements» pour 150 millions de francs luxembourgeois (11 millions de DM).

Nous tenons à réitérer ici nos sincères remerciements à tous les collaborateurs qui ont contribué au bon résultat de l'exercice.

Nous proposons à l'Assemblée Générale d'approuver le bilan ainsi que le compte de profits et pertes au 30-9-1972 et de prendre les décisions suivantes concernant la répartition du bénéfice de 95.758.178 francs luxembourgeois (7 millions de DM):

Affectation à la réserve légale	Flux	5.000.000
Affectation à la réserve libre	Flux	90.000.000
Report à nouveau	Flux	758.178
		<u>Flux 95.758.178</u>

Afin de tenir compte de l'expansion qui se poursuit, nous proposerons à l'Assemblée Générale de décider une nouvelle augmentation du capital de 180 millions de francs luxembourgeois (13 millions de DM) faisant passer le capital social à 600 millions de francs luxembourgeois (43 millions de DM).

	Augmentation en millions de Flux (millions de DM)	Situation au 30-9-1972 en millions de Flux (millions de DM)	Part dans le total du bilan
Avoirs en banque	3.092 (224) = 22,8%	16.648 (1.208)	46%
Débiteurs divers	3.017 (219) = 20,0%	18.137 (1.317)	50%
Engagements envers les banques	5.975 (434) = 22,9%	32.095 (2.330)	89%
Dépôts et comptes courants	341 (25) = 14,7%	2.671 (194)	7%

Luxembourg, le 19 janvier 1973

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rapport du Commissaire à l'Assemblée Générale Ordinaire du 12 février 1973

Au cours de l'exercice écoulé, j'ai usé de mon droit de contrôler et de vérifier l'activité globale de la Compagnie Financière de la Deutsche Bank AG et, conformément à l'article 25 des statuts de la société, j'ai examiné les comptes de fin d'exercice au 30-9-1972 présentés par le Conseil d'Administration.

L'examen des comptes de fin d'exercice m'a amené à constater que ceux-ci sont en conformité avec les écritures comptables de la société et les dispositions légales.

En conséquence, je vous propose d'approuver le bilan et le compte de profits et pertes au 30-9-1972 tels qu'ils vous ont été présentés.

Luxembourg, le 25 janvier 1973

LE COMMISSAIRE

COMPAGNIE FINANCIERE DE LA DEUTSCHE BANK AG

10

Bilan au 30 Septembre 1972
PASSIF

	Francs	Francs	30-9-1971 en 1000 LF
Exigible			
Engagements envers les banques			
à vue ou à 30 jours au plus:			
maison-mère, succursales et filiales	1.483.993.819		376.204
autres banques.. .. .	<u>9.368.575.347</u>		10.318.662
		10.852.569.166	10.694.866
Engagements envers les banques à terme:			
autres banques.. .. .		21.242.730.002	15.425.014
Dépôts et comptes courants:			
à vue et à un mois au plus	346.239.984		833.545
à plus d'un mois	<u>2.324.356.567</u>		1.495.750
		2.670.596.551	2.329.295
Créditeurs divers		531.790	891
Divers		468.668.758	340.463
Comptes gérés		68.630.166	48.293
Non exigible			
Capital	420.000.000		420.000
Réserve légale	1.000.000		—
Réserve libre	<u>13.000.000</u>		—
		434.000.000	420.000
Provisions et amortissements		150.113.303	154.298
Comptes de résultats			
Bénéfice reporté	656.183		—
Bénéfice de l'exercice	<u>95.101.995</u>		14.656
		95.758.178	14.656
		<u>35.983.597.914</u>	<u>29.427.776</u>
Comptes d'ordre			
Actifs de la banque donnés en garantie		302.500	302
Crédits irrévocables		2.045.479.612	1.614.294

Compte de Profits et Pertes

	Francs	Francs	30-9-1971 en 1000 LF
DÉBIT			
Intérêts et commissions		1.515.569.019	1.121.525
Frais généraux:			
Taxes, impôts et cotisations pour charges sociales	172.248.350		18.391
Organes de la banque et personnel	9.243.589		6.231
Autres frais d'exploitation	4.906.378		6.730
		186.398.317	31.352
Provisions		100.095.582	154.298
Amortissements		457.592	438
Bénéfice net		95.758.178	14.656
		1.898.278.688	1.322.269
CRÉDIT			
Intérêts et commissions		1.857.918.826	1.237.675
Revenu du portefeuille-titres, des participations et des immeubles		35.597.072	84.594
Bénéfice reporté		656.183	—
Virement du compte de provisions		4.106.607	—
		1.898.278.688	1.322.269

**Bericht des Verwaltungsrates
an die Ordentliche Generalversammlung vom 12. Februar 1973
über das Geschäftsjahr 1971/72**

1. Allgemeine Entwicklung am Euro-Markt

Das Geschehen an den internationalen Finanzmärkten war nach den Währungsunruhen des Vorjahres im Jahre 1972 durch weitere Einschränkungen im grenzüberschreitenden Geld- und Kapitalverkehr gekennzeichnet. Diese erwiesen sich als notwendig, nachdem die währungspolitische Unsicherheit sowie starke internationale Zinsdifferenzen im Jahre 1971 weltweit gleichgewichtsbedrohende Kapitalströme ausgelöst hatten. Um deren destabilisierende Wirkung abzuwehren, war u. a. Frankreich zum System eines gespaltenen Devisenmarktes übergegangen, das in Belgien und Luxemburg bereits praktiziert, nunmehr aber verschärft wurde. Die Schweiz hat sich Mitte 1972 durch Einführung eines Strafzinses auf Devisenzuflüsse und weitere restriktive Maßnahmen der internationalen Liquidität ungewöhnlich hart erwehrt. Auch die Bundesrepublik Deutschland führte mit gleicher Zielsetzung wieder ein Verzinsungsverbot für Einlagen Gebietsfremder ein. Ferner wurde der Verkauf inländischer Rentenwerte an Gebietsfremde einer Genehmigungspflicht unterworfen und das „Bardepot“ zuletzt mit Wirkung vom 1. Januar 1973 verschärft.

Die Washingtoner Vereinbarungen vom 18. Dezember 1971 ermöglichten den europäischen Ländern eine Rückkehr zu festen Paritäten, an denen diese auch in der Folgezeit festgehalten haben. Lediglich Großbritannien sah sich gezwungen, den Wechselkurs des Pfund Sterling gegen Mitte 1972 freizugeben. Anfang 1973 ergab sich allerdings wieder ein uneinheitliches Bild. Die Position der Lira verschlechterte sich. Daraufhin wurde auch in Italien ein gespaltenen Devisenmarkt eingeführt. Im Zuge der neu aufflammenden Währungsunsicherheiten, die sich zunächst auf den Schweizer Franken konzentrierten, geriet der US-Dollar nach einer mehrmonatigen Periode bemerkenswerter Festigkeit unter Druck. Es bleibt zu hoffen, daß durch abgestimmte Aktionen der Notenbanken auf dem Boden der

Washingtoner Vereinbarungen wieder eine Beruhigung der allgemeinen Währungslage erreicht werden kann.

Der Euro-Geld- und -Kapitalmarkt hat sich im vergangenen Jahr als erstaunlich stabil erwiesen. Seine Funktionsfähigkeit wurde durch zeitweilige Währungsunsicherheiten und nationale Restriktionen nicht beeinträchtigt. Die Zuwachsraten waren am Euro-Markt höher als diejenigen an den nationalen Geld- und Kreditmärkten. Das Volumen des Euro-Geldmarktes stieg bis Jahresende 1972 auf schätzungsweise 85 Milliarden Dollar.

Begünstigt durch die bereits im Jahre 1971 von mehreren Ländern begonnene Niedrigzins-Politik, verlief die Zinsentwicklung am Euro-Geldmarkt zunächst vergleichsweise ruhig. Seit dem Frühherbst haben Diskonterhöhungen in der Bundesrepublik Deutschland und restriktive Maßnahmen in der Schweiz ein fühlbares Anziehen der Zinssätze bei Euro-DM und Euro-Schweizer Franken bewirkt. In paralleler Entwicklung zur Prime Rate, die jetzt 6% beträgt, war der steigende Zinstrend beim Euro-Dollar weniger ausgeprägt.

Auch die Entwicklung am Euro-Kapitalmarkt ist vor dem Hintergrund der wirtschafts- und währungspolitischen Maßnahmen im nationalen und internationalen Bereich zu sehen. Das Volumen der von internationalen Anleihekonsortien begebenen Emissionen erreichte 1972 eine Rekordhöhe von insgesamt 5 Milliarden Dollar und erhöhte sich damit um ca. 50% gegenüber dem Vorjahr, wobei der Anteil der Dollar-Emissionen auf rd. 60% zurückging. Die Nominalzinssätze der auf Dollar lautenden Eurobonds schwankten zwischen 7½ und 8¼%, die der DM-Bonds zwischen 6 und 7½%.

Das sehr differenzierte Währungsgeschehen der letzten Monate hat erneut deutlich gemacht, wie dringlich die geplante Neuordnung des Weltwährungssystems ist. Ihre Verwirklichung sollte einen Abbau der abschirmenden nationalen Maßnahmen mit sich bringen und damit dem grenzüberschreitenden Geld- und Kapitalverkehr neue Impulse verleihen.

2. Geschäftsentwicklung unserer Bank

Die Bilanz zum 30. 9. 1972 stellt den Abschluß des 2. Geschäftsjahres der am 12. August 1970 gegründeten Gesellschaft dar. In dieser Rechnungsperiode sahen wir unsere wichtigste Aufgabe darin, die in der Aufbauphase erlangten Marktpositionen im internationalen Kreditgeschäft und im Euro-Geldhandel zu festigen und unsere Geschäftsbeziehungen weiter auszubauen.

Im Rahmen dieser Bemühungen hat sich die Geschäftsausweitung, die das Gründungsjahr in ganz besonderem Maße prägte, auch während des Berichtszeitraums in allen wesentlichen Sparten fortgesetzt.

Die Bilanzsumme stieg um 6,6 Mrd. LF (476 Mill. DM) oder 22,3% auf 36,0 Mrd. LF (2,6 Mrd. DM). Die Verbreiterung der Basis war vor allem der Expansion unseres Kreditgeschäftes zuzuschreiben. Der Schwerpunkt lag bei Kredithergaben mit längerfristigen Laufzeiten. Zunehmende Bedeutung gewann hier die verstärkte Teilnahme unserer Bank an internationalen Kreditkonsortien. Den Risiken des Euro-Marktes bezüglich der Fristenkongruenz sowie dem Rentabilitäts- und Refinanzierungsrisiko haben wir durch entsprechende Absicherung Rechnung getragen.

Die nachstehende Übersicht zeigt die Entwicklung der Forderungen und Verbindlichkeiten gegenüber dem 30. 9. 1971.

Im Effektensektor waren wir neben dem Handel auch im Emissionsgeschäft tätig. Der Eigenbestand belief sich zum Bilanzstichtag auf 500 Mill. LF (36 Mill. DM).

Die „Sonstigen Aktiva und Rechnungsabgrenzungsposten“ enthalten ebenso wie die „Sonstigen Passiva und Rechnungsabgrenzungsposten“ vorwiegend bis zum Bilanzstichtag gerechnete Zinsforderungen und -verbindlichkeiten.

Für alle denkbaren Risiken unseres Geschäftes glauben wir ausreichend Vorsorge getroffen zu haben. Eine unter voller Ausschöpfung der gesetzlichen Möglichkeiten gebildete pauschale Wertberichtigung ist mit 150 Mill. LF (11 Mill. DM) unter „Rückstellungen und Wertberichtigungen“ ausgewiesen.

Den Mitarbeitern, die durch ihr Engagement zum vorliegenden Geschäftsergebnis beigetragen haben, sprechen wir auch an dieser Stelle unseren Dank aus.

Der Generalversammlung schlagen wir vor, der Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung zum 30. 9. 1972 zuzustimmen und über den Gewinn in Höhe von 95.758.178 LF (7 Mill. DM) wie folgt zu beschließen:

Zuweisung zur gesetzlichen	
Rücklage	5.000.000 LF
Zuweisung zur freien Rücklage	90.000.000 LF
Vortrag auf neue Rechnung	758.178 LF
	<u>95.758.178 LF</u>

Um der weiteren Expansion Rechnung zu tragen, werden wir der Generalversammlung eine Erhöhung des Grundkapitals um 180 Mill. LF (13 Mill. DM) auf 600 Mill. LF (43 Mill. DM) zur Beschlußfassung vorlegen.

	Zunahme Mill. LF (Mill. DM)	Stand 30. 9. 72 Mill. LF (Mill. DM)	Anteil an Bil.-Summe
Forderungen an Kreditinstitute	3.092(224) = 22,8%	16.648(1.208)	46%
Forderungen an Kunden	3.017(219) = 20,0%	18.137(1.317)	50%
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten	5.975(434) = 22,9%	32.095(2.330)	89%
Verbindlichkeiten gegenüber Kunden	341(25) = 14,7%	2.671(194)	7%

Luxemburg, den 19. Januar 1973

DER VERWALTUNGSRAT

**Bericht des Prüfungskommissars
an die Ordentliche Generalversammlung vom 12. Februar 1973**

Im abgelaufenen Geschäftsjahr habe ich mein Aufsichts- und Prüfungsrecht über die gesamte Tätigkeit der Compagnie Financière de la Deutsche Bank AG ausgeübt und den mir vom Verwaltungsrat der Gesellschaft überreichten Geschäftsabschluß zum 30. 9. 1972 gemäß Artikel 25 der Satzung geprüft.

Als Ergebnis meiner Prüfung stelle ich fest, daß dieser unter Beachtung der gesetzlichen Vorschriften ordnungsgemäß aus den Büchern der Gesellschaft entwickelt wurde.

Ich schlage daher vor, der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung zum 30. 9. 1972 in der vorgelegten Form zuzustimmen.

Luxemburg, den 25. Januar 1973

DER PRÜFUNGSKOMMISSAR

16

PASSIVA

17

Gewinn- und Verlustrechnung

	Francs	Francs	30.9.1971 in 1000 LF
AUFWENDUNGEN			
Zinsen und Provisionen		1.515.569.019	1.121.525
Allgemeine Kosten:			
Steuern und soziale Abgaben	172.248.350		18.391
Personalaufwendungen	9.243.589		6.231
Sachaufwand für das Bankgeschäft	4.906.378		6.730
		186.398.317	31.352
Rückstellungen und Wertberichtigungen		100.095.582	154.298
Abschreibungen		457.592	438
Bilanzgewinn		95.758.178	14.656
		1.898.278.688	1.322.269
ERTRÄGE			
Zinsen und Provisionen		1.857.918.826	1.237.675
Erträge aus Wertpapieren, Beteiligungen sowie Grundstücken und Gebäuden		35.597.072	84.594
Gewinnvortrag		656.183	—
Auflösung von Rückstellungen und Wertberichtigungen		4.106.607	—
		1.898.278.688	1.322.269

Report of the Board of Directors to the Ordinary General Meeting on February 12, 1973 for the Business Year 1971/72

1. General Development on the Euro Market

Following the unrest in the monetary sphere in the previous year, developments on the international finance markets in 1972 were marked by further restrictions on cross-frontier money and capital transactions. These proved necessary after the uncertain monetary conditions and large international differences in interest rates had led in 1971 to capital flows which threatened stability throughout the world. Steps were taken to prevent these from disrupting the balance; France changed over to a two-tier foreign exchange market system, similar to that which Belgium and Luxembourg already had, but now tightened up. Switzerland took unusually severe steps to defend itself against international liquidity in mid-1972 by imposing penal interest on inflows of foreign exchange and other restrictive measures. With the same aim also the Federal Republic of Germany again prohibited the payment of interest on deposits of non-residents. In addition, permission had to be obtained for the sale of domestic bonds to non-residents and the cash deposit requirements were tightened up, most recently with effect from January 1, 1973.

The Washington Agreement of December 18, 1971 made it possible for the European countries to return to fixed parities, which they have also maintained since then. Great Britain alone found itself forced to free the exchange rate for the pound sterling towards the middle of 1972. At the beginning of 1973, however, divergent trends emerged again. The position of the lira deteriorated, whereupon Italy also split the foreign exchange market. Influenced by the new surge of uncertainty, which at first concentrated on the Swiss franc, the US dollar – after remaining remarkably firm for several months – came under pressure. It is to be hoped that coordinated action of the central banks, continuing in the spirit

of the Washington Agreement, will lead to an easing of the general monetary situation again.

The Euro money and Euro capital market showed itself to be astonishingly firm in the past year. Its efficiency did not suffer from the phases of monetary uncertainty or the national restrictions. The growth rates on the Euro market were higher than those on the national money and credit markets. The volume of the Euro money market rose by the end of 1972 to an estimated US \$ 85 billion.

Favoured by the policy of low interest rates which a number of countries had adopted already in 1971, the development of interest rates on the Euro money market was for a time comparatively calm. Since the early autumn increases in the discount rate in the Federal Republic of Germany and restrictive measures in Switzerland have resulted in a noticeable rise in rates for Euro D-Marks and Euro Swiss francs. Developing parallel to the prime rate, which is now 6%, the upward trend in interest rates for Euro dollars was less marked.

Developments on the Euro capital market should also be seen against the background of economic and monetary measures at both the national and international level. The volume of issues floated by international loan syndicates reached a record total in 1972 of US \$ 5 billion, an increase of about 50% over the preceding year, with the share of dollar issues declining to about 60%. The nominal rates for Eurobonds denominated in dollars fluctuated between 7½ and 8¼%, those for D-Mark bonds between 6 and 7½%.

The very irregular monetary developments during the past months have once again indicated clearly how urgently the planned reorganisation of the world monetary system is needed. Its implementation should lead to the abolition of the national protective measures and hence provide a new stimulus to cross-frontier money and capital transactions.

2. Our Bank's Business

The balance sheet as per 30/9/1972 shows the position at the close of the second financial year of our company, founded on August 12, 1970. We considered it our most important task during this period to strengthen the position we had achieved in the initial phase of operations in international lending business and Euro money dealings, and to enlarge our business relations.

Thanks to these efforts, our business, which had expanded so strongly in the first year, continued to grow during the period under review in all major sectors.

The balance sheet total rose by LF 6.6 billion (DM 476 million), or 22.3%, to LF 36.0 billion (DM 2.6 billion). This increase in the scale of activities was due above all to the expansion of our lending business. The greater part consisted of longer-term credits granted. A growing role was played here by our bank's increased participation in international credit consortia. We have taken care of to the risks of the Euro market regarding the congruence of maturities, and the profitability and refinancing risks through appropriate measures.

The table below shows how claims and liabilities have developed as compared with 30/9/1971.

In the securities sector we were active in both dealing and issuing business. On balance sheet date our own holdings of securities amounted to LF 500 million (DM 36 million).

The "Miscellaneous" items shown under assets and liabilities are composed mainly of interest claims and liabilities calculated as at balance sheet date.

We believe we have made adequate provision for all conceivable business risks. A global adjustment amounting to LF 150 million (DM 11 million) which has been formed by making full use of the legal possibilities, is shown under "Provisions for contingencies and depreciation".

We should like to express our thanks here also to our staff whose zealous efforts contributed to the results achieved.

We propose that the Ordinary General Meeting approve the Balance Sheet and the Profit and Loss Account presented as per 30/9/1972 and that it resolve as follows on the appropriation of the profit of LF 95,758,178 (DM 7 million):

Allocation to the legal	
reserve fund	LF 5,000,000
Allocation to the free	
reserve fund	LF 90,000,000
Carried forward	LF 758,178
	<u>LF 95,758,178</u>

In view of the continuing expansion we shall propose to the Ordinary General Meeting that it resolve a capital increase of LF 180 million (DM 13 million) to LF 600 million (DM 43 million).

	Increase – in millions of LF (DM) –	Position as per 30/9/72	% of balance sheet total
Balances with banks	3,092(224) = 22.8%	16,648(1,208)	46%
Other advances	3,017(219) = 20.0%	18,137(1,317)	50%
Liabilities to banks	5,975(434) = 22.9%	32,095(2,330)	89%
Deposits and current accounts	341(25) = 14.7%	2,671(194)	7%

Luxembourg, January 19, 1973

THE BOARD OF DIRECTORS

Auditor's Report to the Ordinary General Meeting on February 12, 1973

During the past financial year I have exercised my right to supervise and examine all the activities of the Compagnie Financière de la Deutsche Bank AG and have audited the annual statement of accounts presented to me as per September 30, 1972 by the Board of Directors of the company in accordance with Article 25 of the Articles of Association.

As the result of my audit I have found that the statement of accounts has been duly compiled from the company's books in compliance with the legal requirements.

I therefore propose that the Balance Sheet and Profit and Loss Account as per September 30, 1972 be approved in the form submitted.

Luxembourg, January 25, 1973

THE AUDITOR

COMPAGNIE FINANCIERE DE LA DEUTSCHE BANK AG

22

Balance Sheet September 30, 1972

LIABILITIES

	Francs	Francs	30/9/1971 in 1000 LF
Current Liabilities			
Liabilities to banks, payable on demand or for agreed periods up to 30 days:			
parent company and affiliated institutions	1,483,993,819		376,204
other banks	<u>9,368,575,347</u>		10,318,662
		10,852,569,166	10,694,866
Liabilities to banks for agreed periods of more than 30 days:			
other banks		21,242,730,002	15,425,014
Deposits and current accounts:			
payable on demand or for agreed periods up to 30 days	346,239,984		833,545
for agreed periods of more than 30 days	<u>2,324,356,567</u>		1,495,750
		2,670,596,551	2,329,295
Sundry creditors		531,790	891
Miscellaneous		468,668,758	340,463
Fiduciary accounts		68,630,166	48,293
Capital and Reserves			
Capital	420,000,000		420,000
Legal reserve	1,000,000		—
Free reserve	<u>13,000,000</u>		—
		434,000,000	420,000
Provisions for contingencies and depreciation		150,113,303	154,298
Profit and Loss Account			
Balance brought forward	656,183		—
Profit for the financial year	<u>95,101,995</u>		14,656
		95,758,178	14,656
		<u>35,983,597,914</u>	<u>29,427,776</u>
Contingent Accounts			
Bank assets pledged as security		302,500	302
Commitments		2,045,479,612	1,614,294

Profit and Loss Account

	Francs	Francs	30/9/1971 in 1000 LF
EXPENDITURE			
Interest and commissions		1,515,569,019	1,121,525
General expenses:			
taxes and social security	172,248,350		18,391
wages and salaries	9,243,589		6,231
other operating expenses	4,906,378		6,730
		186,398,317	31,352
Provisions for contingencies		100,095,582	154,298
Depreciations		457,592	438
Net profit		95,758,178	14,656
		1,898,278,688	1,322,269
REVENUE			
Interest and commissions		1,857,918,826	1,237,675
Income from securities, investments in subsidiaries and real estate		35,597,072	84,594
Balance brought forward		656,183	—
Release of provisions for contingencies and depreciation		4,106,607	—
		1,898,278,688	1,322,269



